

Défendre terre et mode de vie



"THE WAY HOME", AMIR JINA, CREATIVES COMMONS. SOURCE : flickr/101684716

Le pouvoir de l'action collective au Bangladesh

Le fleuve Meghna est un vaste cours d'eau au débit rapide dans le sud du Bangladesh. Sur ses rives, dans les collectivités de Charbata, des milliers de familles pauvres gagnent leur vie grâce à la culture des riches terres alluviales et à la pêche. Plusieurs font partie des groupes de paysans sans terre organisés par l'homologue d'Inter Pares, Nijera Kori.

L'an dernier, de riches hommes d'affaires locaux ont tenté de s'approprier le territoire, en prétendant détenir un bail sur une vaste portion du fleuve. Ils prévoyaient y ériger des

remblais dans le but d'y implanter une agriculture et une pêche intensives, ce qui aurait privé la population de l'accès aux rives et au fleuve. Ils ont même signé un accord secret avec des travailleurs d'un autre village afin d'amorcer les travaux.

Quand les groupes sans terre de Nijera Kori ont su ce qui se passait, une stratégie de résistance a rapidement été mise sur pied. En organisant une série de réunions publiques, du théâtre de rue et des chansons, les membres ont mis leurs voisins au courant de **PAGE 4 ▶**

AUSSI DANS CETTE ÉDITION

EN SOLIDARITÉ AVEC
LES TRAVAILLEUSES
ET TRAVAILLEURS
MIGRANTS
TEMPORAIRES

LA VÉRITÉ DE NOS
CHAMPS

En solidarité avec les travailleuses et travailleurs migrants temporaires

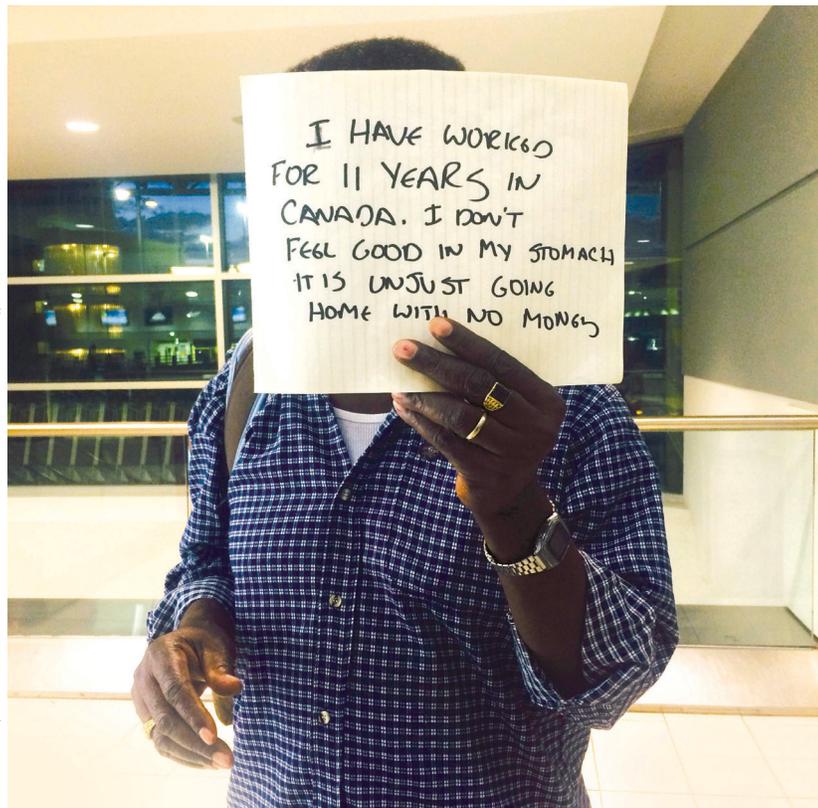


PHOTO DU GROUPE JUSTICIA FOR MIGRANT WORKERS LORS D'UNE ACTION DE SENSIBILISATION À L'AÉROPORT, JUIN 2015

Un travailleur migrant sur le point de quitter le pays en vertu de la règle des quatre ans. « J'ai travaillé 11 ans au Canada. J'ai l'estomac noué, c'est injuste de devoir retourner chez moi sans argent. »

« Je ne peux pas croire que de telles injustices ont lieu ici au Canada! », s'indigne Lucy, une donatrice d'Inter Pares. Son cri du cœur résonne dans la pièce, suivi d'un silence. Les participants de la Soirée du documentaire engagé d'Inter Pares se retournent vers l'écran, où Min Sook Lee, cinéaste et militante, parle avec le groupe par l'entremise de Skype depuis Toronto.

Nous venons tout juste de voir le documentaire de Min Sook, *El Contrato*, réalisé il y a douze ans, qui fournit une analyse toujours pertinente et judicieuse des conditions de travail des travailleuses et travailleurs migrants saisonniers qui viennent chaque année au Canada. Min Sook n'est pas surprise de la réaction de Lucy. Même s'il y a plus de 300 000 travailleurs migrants au Canada, employés dans des secteurs aussi divers que l'agriculture, les

services d'alimentation et les soins de santé, la précarité de leurs conditions de travail passe presque inaperçue.

Animée par l'intérêt de l'auditoire, Min Sook explique comment le cadre actuel contribue à la vulnérabilité des travailleurs et en fait des citoyens de deuxième classe sur le plan des droits et des avantages sociaux. Même s'ils paient des impôts, plusieurs n'ont pas droit à l'assurance-emploi ou aux services de santé publics en cas de maladie ou de blessure. À quelques exceptions près, ils ne peuvent pas demander le statut de résident permanent et leurs visas sont liés à leur employeur, qui peut mettre fin à leur contrat en tout temps et les faire déporter. Cette asymétrie du pouvoir mène à l'exploitation et parfois aux sévices de travailleuses et de travailleurs migrants.

Même s'il y a plus de 300 000 travailleurs migrants au Canada, la précarité de leurs conditions de travail passe presque inaperçue.

Min Sook attire aussi l'attention sur *la règle des quatre ans*, en vigueur depuis avril, qui forcera des milliers de migrantes et de migrants ayant travaillé au Canada pendant quatre ans ou plus à retourner chez eux, sans avoir le droit de faire une nouvelle demande avant quatre ans. Elle note que malgré le besoin chronique de travailleurs migrants, des règles comme celle-là renforcent le caractère prétendument temporaire des besoins. Pire encore, cela réduit les travailleuses et travailleurs migrants à rien de moins qu'une main-d'œuvre jetable.

Les travailleuses et les travailleurs migrants doivent être traités avec équité, dignité et justice. De concert avec ses alliés et ses homologues ici et ailleurs dans le monde, Inter Pares continuera de plaider pour des conditions de travail justes et sécuritaires pour la main-d'œuvre migrante, tout en sensibilisant la population canadienne à ces questions. 

EN LIGNE Visionner le documentaire *El Contrato* au www.interpares.ca/filmelcontrato

La vérité de nos champs

ERIC CHAURETTE, MEMBRE DU PERSONNEL D'INTER PARES

Assis en cercle, Oumarou et vingt-cinq autres agriculteurs nous saluent à notre arrivée, après un trajet cahoteux et poussiéreux depuis Ouagadougou, au Burkina Faso. Oumarou était l'un des trois producteurs de coton ayant participé à l'échange d'apprentissage international organisé par Inter Pares en Inde en 2014. Lors de son séjour, il a rencontré des agriculteurs indiens qui cultivent le coton; ils lui ont parlé des nombreuses épreuves et des suicides d'agriculteurs, imputables à l'échec du coton Bt génétiquement modifié (GM) de Monsanto. Il a aussi entendu parler du fardeau de la dette que les familles des victimes assument encore de nos jours.

Oumarou et ses collègues se sont présentés comme des *producteurs-chercheurs*. Ils travaillent avec COPAGEN, un homologue d'Inter Pares qui leur a donné une formation sur la façon de consigner et de documenter le

Les tenants des OGM leur prêtent bien des qualités : ils améliorent les rendements, exigent moins de pesticides et aident à résoudre la famine. Nous avons entendu une tout autre histoire.

rendement des cultures, la quantité d'engrais et de pesticides qu'ils utilisent, ainsi que les coûts liés à la production de leur coton. Tout cela s'inscrit dans le cadre d'une recherche de trois ans menée par les agriculteurs, *Le coton Bt et nous : la vérité de nos champs*.

Au cours des deux dernières années, plus de 500 agriculteurs de diverses régions productrices de coton du Burkina Faso ont documenté leur expérience avec le coton Bt de Monsanto. Cette recherche est donc un contrepoids précieux, puisque le Burkina Faso a été le premier pays d'Afrique de l'Ouest à adopter les organismes génétiquement modifiés (OGM), et est cité par l'industrie en tant qu'exemple de réussite pour en faire la promotion dans d'autres pays.

Oumarou explique comment le coton Bt a été introduit dans la région. « On n'a pas consulté



PATRICIA CHAREST / MUGWANEA



PATRICIA CHAREST / MUGWANEA

ceux qui cultivent le coton. On nous a dit que le coton Bt serait bon pour nous, qu'il nous ferait économiser et qu'il exigerait moins de pesticides. C'était vrai la première année, mais pas après. Maintenant, il faut pulvériser deux à trois fois plus, et cela n'arrête pas les chenilles. »

J'ai demandé à Oumarou ce qui l'avait incité à devenir un leader dans cette recherche. Il m'a répondu : « Les suicides d'agriculteurs indiens ont fait beaucoup d'orphelins. Nous ne voulons pas que ça arrive ici. »

Les tenants des OGM leur prêtent bien des qualités : ils améliorent les rendements, exigent moins de pesticides et aident à résoudre la famine. Dans notre travail avec des agriculteurs du Sud et d'ici même au Canada, nous avons entendu une tout autre histoire. En 2005, Inter Pares a réuni des agriculteurs de par **PAGE 4** ▶

Photo du haut : Oumarou Ouedraogo, producteur-chercheur, Burkina Faso.

Photo du bas : Les producteurs-chercheurs en rencontre avec les membres du personnel d'Inter Pares dans la Boucle du Mouhoun, Burkina Faso.

Le pouvoir de l'action collective au Bangladesh

Suite de la page 1

la situation. Ils ont recueilli des signatures, fabriqué des banderoles, organisé des marches et exigé une rencontre avec le gouvernement local et l'office de mise en valeur des eaux.

L'ingénieur du gouvernement a fait enquête et a rendu son verdict : « La loi stipule que le fleuve appartient au peuple et le gouvernement ne l'a loué à personne. Occuper le fleuve ou construire des remblais constitue un délit. »

Malgré ce verdict, quelques jours plus tard, les journaliers embauchés par les hommes d'affaires ont amorcé la construction sous la protection d'un groupe armé. Plus de 2 000 membres des groupes de paysans sans terre

ont vite encerclé le groupe armé et les travailleurs. Après une confrontation de trois heures, le gang et les travailleurs ont cédé : « Nous faisons seulement ce travail pour tenter de gagner notre vie. Nous vous promettons qu'à l'avenir, nous ne viendrons plus occuper le fleuve. Nous sommes pauvres comme vous et nous appuyons votre mouvement. »

Ce fut une victoire des pauvres contre les puissants, de l'action collective contre la cupidité et la violence. Ce jour-là, plus de 2 000 personnes ont défendu la sécurité alimentaire de centaines de familles, en protégeant les terres pour la culture et le fleuve pour la pêche. ☺

Des femmes membres des groupes de paysans sans terre de Charbata, au Bangladesh, mènent une manifestation pour protéger leurs terres.



PHILIPPA KORI

La vérité de nos champs

Suite de la page 3

le monde dans le cadre d'un dialogue sur les politiques avec le gouvernement canadien, afin d'exprimer leurs préoccupations quant au génie génétique et à l'impact qu'il exerce sur la biodiversité, les fermes familiales et l'agriculture paysanne. Les participants ont entendu des récits de contamination, d'intimidation, d'endettement et de désespoir. Ce dialogue a aidé à fournir une analyse contextuelle grandement nécessaire pour éclairer la prise de décision en matière de politiques, trop étroitement axée sur les technologies.

Cela fait vingt ans que les OGM ont été introduits au Canada. En vue de faire la lumière

sur leur impact, Inter Pares collabore à l'Enquête OGM du Réseau canadien d'action sur les biotechnologies. Tout comme au Burkina Faso, ce processus de recherche fournit de l'information précieuse aux agriculteurs et à la population en général – une information qui, souhaitons-le, nous aidera à passer à des systèmes agricoles plus écologiques et plus propices à l'avenir de la planète et des fermes familiales. ☺

EN LIGNE En savoir plus et visionner des entrevues avec des producteurs-chercheurs au www.interpares.ca/OGM

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario)
K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais)
Télé : 613-594-4704
info@interpares.ca • www.interpares.ca

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par le Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement.

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267